

<http://divergences.be/spip.php?article1310>



Jacques Langlois

On prend les mêmes et on recommence

- Archives - 2009 - Février 2009 No. 13 - International - La Crise financière mondiale/The World Financial Crisis -

Publication date: jeudi 29 janvier 2009

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

On prend les mêmes et on recommence

Zébulon 1er s'agit pour prendre la tête d'une réforme mondiale de la finance à base de nouveau « Bretton Woods » (1945, mise en place du règne du dollar avec le gold exchange standard, dollar monnaie internationale de règlement des échanges et seule convertible en or, FMI, Banque Mondiale, Banque des règlements internationaux). On nationalise des banques à tour de bras contrairement au sacro-saint principe libéral de l'inefficacité du public par rapport aux prétendues meilleures performances du privé. On se met à dire que le marché n'est pas autorégulateur et qu'il faut que la puissance publique impose des règles aux banquiers, financiers et assureurs de tout poil. On critique les fonds spéculatifs (Hedge funds), qui, du reste, sont en pleine déconfiture car ils doivent vendre leurs actifs pour rembourser leurs prêteurs et leurs financeurs et car ils ne trouvent plus à emprunter pour monter des LBO : Leverage Buy Out, rachat d'entreprises par effet de levier via l'emprunt...payé par la boîte rachetée par les fonds d'investissement privés, dits « private equities », à la Carlyle, la Blackstone ou à la de Wendel du séillant baron Seillère ex-MEDEF. On injecte du pognon à gogo pour sauver les banques et les assureurs, aux frais du contribuable qui paiera les intérêts des sommes empruntées par les pouvoirs publics pour financer, si j'ose dire, la phynance en déconfiture. Et le génial Sarkopen, qui prête tout de suite 10 milliards aux banques françaises, n'a même pas songé à prendre une participation dans leur capital afin de pouvoir les contrôler !

Et dans toute cette frénésie salvatrice, étatique et financière, on cherche des boucs émissaires : banquiers imprudents et avides, assureurs rapaces, agences de notation juges et parties (elles notent la solvabilité des boîtes dont elles sont en même temps les conseillers financiers !), banque centrale américaine laxiste (trop faible taux d'intérêt et crédit à gogo) et on ne s'interroge pas sur les vices structurels du capitalisme et de la finance. On va mettre un emplâtre sur une jambe de bois (en France) et du rouge à lèvres à un cochon (USA) jusqu'à la prochaine crise financière.

Depuis ses débuts, le capital est un système économique pervers qui ne se préoccupe que d'accumulation forcée et de profit maximum au détriment de la nature, des hommes, des sociétés, de la cohésion sociale. C'est un système a-moral par construction, car comme disait Adam Smith : on n'attend pas son dîner de la bienveillance du boucher. Le capital industriel et financier a poussé à l'ouverture totale des frontières pour profiter de l'énorme productivité des moyens modernes de production en vendant à l'échelle mondiale et en poussant à la consommation inutile par la publicité. Il a demandé et obtenu des politiciens en tout genre et partout que la libre circulation des biens et de l'argent soit assurée dans le monde entier pour placer ses marchandises et ses capitaux dans les endroits les plus rentables. Mettre son fric et ses usines sur toute la surface du globe permet de jouer sur les différences de niveau de vie, de salaires, de droit social et du travail, de droit fiscal (notamment via les paradis fiscaux, si nécessaires à la finance mondiale et aux commissions occultes de ventes d'armement que Tsarkovitch vient de transformer le statut de 2 petits territoires exotiques français [St Barth et St Martin] pour qu'ils deviennent eux aussi de tels lieux off shore), de droit à la santé et à l'éducation, de droit de l'environnement. D'où les délocalisations, soit directes par investissement (n'oublions pas que mult usines chinoises sont en fait des filiales des multinationales occidentales ou japonaises), soit par achat à des sous-traitants propriétaires locaux de « sweat shops ». Le résultat est la mise en compétition sauvage des travailleurs de la planète tout entière au nom « de la concurrence libre et non faussée ». Ce qui a des effets redoutables puisque les « armées industrielles de réserve » de travail sont énormes si on les considère à l'échelle de la Terre.

Cette compétition effrénée, mise en place par les gouvernements de droite ou de gauche, a pour conséquence de pousser à la disparition des solides assises sociales des sociétés occidentales (hormis les USA, depuis toujours hyper libéraux) : assurance maladie, protection des salariés, droit syndical, retraites, droit de grève, etc. Le but des libéraux- et le consensus des socialos-est de casser toutes les possibilités de résistance du salariat, de faire régner la crainte de la précarité pour obtenir sa soumission et améliorer sans cesse la part du capital dans le PNB : cette part a augmenté de plus de 10 points par suite de la stagnation des salaires, de la baisse de la portion patronale des cotisations sociales, de l'augmentation des prélèvements fiscaux ne pesant de plus en plus que sur le travail, de la

perte de pouvoir d'achat des revenus de remplacement (indemnités de chômage, RMI, allocations familiales, minimum vieillesse retraite, retraites, etc.). Il en découle que la hausse des salaires directs et indirects n'est plus liée aux progrès de productivité comme l'avait compris le « naziphile » Henry Ford. Le résultat est net : le pouvoir d'achat moyen stagne et celui des défavorisés (femmes, jeunes, immigrés, sans diplômes, populations « ethniques » des banlieues, tous les désavantages pouvant se cumuler) a reculé en francs constants. Ne nous trompons à l'égard du discours politicien sur la hausse constante du pouvoir d'achat. Il ne s'agit que d'une moyenne liée à l'effet Bill Gates : quand celui-ci entre dans un bar, la richesse moyenne des clients augmente dans des proportions phénoménales.

La suite en découle : comme au bon vieux temps du libéralisme sauvage du 19^e siècle les salariés n'ont plus les moyens d'acheter leur propre production, d'où une crise permanente de sous-consommation, d'où une perte de rentabilité du capital industriel, d'où la recherche par le capital financier d'autres moyens de spéculation et de maximisation du rendement financier du capital. Cela Marx l'avait bien vu : il y a bel et bien une « loi tendancielle de la baisse du taux de profit » dans la production classique, liée au coût de plus en plus élevé du capital productif, via la technologie. Le capital avait trouvé les moyens de la contrecarrer en poussant à la consommation, en exploitant le Tiers-Monde, en augmentant ainsi le volume produit, ce qui permettait de compenser la perte de rentabilité par l'augmentation des ventes : même à un prix de revient global diminué (effet de la productivité) on peut en vendant plus à moindre prix dégager davantage de pognon en se rattrapant sur le nombre d'unités vendues. Cela ne marche plus : les marchés sont saturés, faute de pouvoir d'achat en Occident et dans les PVD pour l'essentiel des peuples. Et aussi parce que la consommation a une limite quand les besoins sont à peu près satisfaits. Cette borne recule aussi car peu à peu les gens n'acceptent plus le gaspillage, l'inutile, le superflu, le nuisible à la planète.

Qu'a alors fait le capital avec la bénédiction des gouvernements de plus en plus libéraux et saboteurs du pacte social des « trente glorieuses » ? Car ledit pacte constituait un désavantage compétitif vis-à-vis des pays sans protection sociale, sans droit social, peu regardants sur la santé et les pollutions (voir la toxicité des produits chinois), peu attentifs à la dégradation de l'environnement. La concurrence internationale a en effet placé tous les pays en haut d'un toboggan en forme de tonneau des Danaïdes où une fois engagé on ne peut plus s'arrêter et dans lequel on glisse à une vitesse accélérée. Le gagnant est le premier arrivé au fond. Mais il n'y a pas de fond. Dans quel état ? La question ne sera pas posée car la doctrine économique libérale a gravé dans le marbre que la concurrence et la spécialisation sur les marchés mondiaux étaient bénéfiques pour tout le monde. Le système relève de Pangloss : « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ». Il n'y a plus de candides : les gouvernants, les managers, les financiers sont devenus avides et cyniques, narcissiques et inégalitaristes.

Il a déplacé l'investissement vers les opérations financières : OPA, OPE, LBO, spéculations (options) à terme et même à découvert (sans avoir le fric pour payer à échéance de la spéculation en cas d'échec de celle-ci), produits dérivés (qui sont des assurances prises pour se protéger des risques de la spéculation et qui sont elles-mêmes vendues sur les marchés financiers et qui sont aussi l'objet de nouvelles assurances au 2^e degré et ainsi de suite. Ce qui explique que les produits dérivés représentent aujourd'hui dans les 60 000 milliards de dollars [fictifs], soit plus que le PIB mondial (de 55 000), crédit généralisé. Le crédit permet aux prolétaires sans pouvoir d'achat d'acheter quand même avec force cartes de crédit revolving à 20 % de taux d'intérêt et prêts hypothécaires sans vérification de la solvabilité des emprunteurs. Le capital, qui a besoin de maximiser ses ventes, qui a augmenté sans cesse sa part dans le revenu national ce qui a conduit à la faiblesse des revenus salariaux, a trouvé le jack pot : le crédit en veux-tu en voilà, via l'emprunt hypothécaire revolving, pour soutenir la demande. C'est ce que voulait implanter en France l'amoureux du modèle américain : les futurs bushmen (salariés réduits à la cueillette, à la chasse et à la pêche dans des maquis peu généreux, façon Australie) l'évitaient grâce aux Bush Men et imitateurs sarkozystes.

Mais ce n'est pas tout. Le capital, rapidement suivi par les gouvernants qui ont vite vu l'intérêt de la chose vis-à-vis du pouvoir d'achat en berne (lequel est la différence entre le revenu et le coût incompressible de la vie), a compris que les délocalisations et les achats à l'étranger de type chinois ou autre PVD, sans droit du tout en quelque domaine que ce soit, permettaient de vendre de la camelote à vil prix à destination des prolétaires. Du coup le pouvoir d'achat pouvait, momentanément, remonter grâce à des firmes philanthropiques comme Wal Mart et tous les supermarchés (la France est leader sur ce créneau). Le problème de long terme est que capitalistes et gouvernants

n'ont pas aperçu qu'un cercle vicieux s'installait : le pouvoir d'achat baisse (stagnation ou diminution des salaires, augmentation des matières 1res et des produits pétroliers, augmentation du prix des denrées alimentaires [notamment via la spéculation et la consécration du maïs ou autre à des agro-carburants à la place des vivres], donc j'achète et je vends low cost ; comme les prix baissent (pour les produits manufacturés) en moyenne, les patrons peuvent baisser les salaires occidentaux, comme ceux-ci diminuent il faut encore plus essorer les travailleurs du Tiers-Monde pour acheter leur production encore moins cher, ce qu'assure avec bonheur la mise en concurrence internationale, et ainsi de suite. C'est « une histoire sans fin ». Enfin si : quand les salaires et autres protections se seront égalisées sur toute la surface du globe, ce que dit la théorie économique standard... Mais à long terme combien seront morts de faim, de froid, de manque d'eau, de la guerre ? La question ne sera pas posée. Il est du reste probable que ce long terme est si long que, entretemps, la Terre aura péri sous les déjections du capitalisme.

Car nos gouvernants, nos financiers, nos économistes libéraux n'envisagent que de replâtrer un système capitaliste, aggravé par la financiarisation installée depuis environ 30 ans, mais qui leur profite tant. Ils se foutent des gens, des peuples, des inégalités et de la pauvreté et ne voient que leur intérêt à court terme. La catastrophe finale est encore lointaine et à « long terme, nous serons tous morts ». En attendant, que la fête continue même en dansant sur un volcan. Et grâce aux gouvernants, fussent-ils socialistes en peau de lapin, de crise en crise, de rustines en rustines mises par eux sur les béances s'agrandissant toujours et encore du système capitaliste, les financiers cupides et irresponsables qui se contentent de reporter les risques sur les autres, qui ont failli par rapacité, seront périodiquement renfloués aux frais des contribuables et des peuples. Qu'une nouvelle danse commence (pourquoi pas la Carmagnole ?) n'est pas à l'ordre du jour. Contrairement à la maxime du prince de Lampedusa, ce n'est pas « il faut que tout change pour que rien ne change » ; c'est il faut que très peu change pour que rien ne change...pour le capital, les gouvernants, les banquiers et leurs amis experts et journaloux. C'est cela la « rupture » sarkozyenne.